



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 27 FÉVRIER 2014

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Affaires Juridiques et  
Commande Publique

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
85	80	76

Objet de la  
délibération:

**Compétence PIDAF  
- Election des  
représentants au  
Syndicat Mixte du  
Haut Var et  
procédure de retrait**

L'an deux mille quatorze le vingt sept février à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, 1<sup>ER</sup> Adjoint au Maire de Draguignan, Député du Var.

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, CHILINI Bernard, VACHALD Sabine, BOYER Liliane, BLANC Pierre, BARRE Françoise, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, VIGNAL Patrick, ROUVIER Georges, SANTONI Jean-Daniel, PARLANTI Alain, PIERRUGUES Gérald, COLOMBANI Anne-Marie, ALRIC Max, ANTONA Dominique, AUGUIN Jutta, CARLETTI Jean-Louis, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Pierre-Yves, DAHOT Marie-Paule, DEMONT Dominique, GELER Abel, GEORGES Fabien, GIBOIN Claude, GIUNCHIGLIA Audrey, GODANO Jacques, GONZALES Nathalie, LEGRAIEN Françoise, MARTIN Hugues, MARTINEZ Encarnacion, MICHEL Jacques, MIGLIOLI Jean-Bernard, PELASSY Michèle, PERON Pascal, PESCE Thierry, POINSIGNON Béatrice, RABEL Max, ROUX Régis, ROSSIGNOL Hubert, SUSINI André, TUMMINO Gilles, VARO Guy, VENTURINI Achille, VIGNAL Renée, VIGREUX Alain, POSSENTI GUY, GRIMALDI Christian, FANELLI Nicole, MOMBAZET Jean-Pierre, COLOMBANI Jean-Marie, BALDECCHI Serge, HUSSER Josaine

**REPRESENTES**

Xavier GUERRINI pouvoir à Georges ROUVIER, Andrée AILLAUD pouvoir à Liliane BOYER, Nadine BRONNER pouvoir à Alain PARLANTI, Jean-Louis DALBERA pouvoir à Max CARZOLI, Danielle DESPREZ pouvoir à Dominique DEMONT, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Mireille KRUPA pouvoir à Françoise BARRE, Jean-Luc MANCHIA pouvoir à Jean-Louis CARLETTI, Jean-Marc MILESI pouvoir à Gilbert GALLIANO, Patricia MIRA pouvoir à Pierre BLANC, Jean PEIRON pouvoir à Jean-Bernard MIGLIOLI, Max PISELLI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphane PLOUARD pouvoir à Béatrice POINSIGNON, Edouard SAUTTER pouvoir à Jacques LECOINTE, Sylvain SENES pouvoir à Françoise LEGRAIEN, Bernard UGHETTO pouvoir à Bernard CHILINI, Béatrice BUKALA-MERCIER pouvoir à Claude GIBOIN, Evelyne BECQUET pouvoir à GUY POSSENTI

**ABSENTS :**

ARNEODO Jean-Louis, GERMAN Sylvia, JAHAN Béatrice, HERMET Daniel

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Mademoiselle Audrey GIUNCHIGLIA

Transmis le : 11/3/2014

**RAPPORTEUR :** Monsieur Bernard CHILINI

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 11/3/2014

Le périmètre de la Communauté d'Agglomération Dracénoise a été élargi depuis le 1er janvier 2014 aux communes de Salernes, Saint-Antonin-du-Var et Sillans-la-Cascade.

Conformément à l'article L5216-7 III, lorsque le périmètre d'une communauté d'agglomération est étendu par adjonction de communes, ladite communauté se substitue aux communes au sein des syndicats pour les compétences facultatives qui sont exercées par les deux EPCI.

Or, la CAD exerce la compétence facultative « mise en place et suivi du Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier », qui est également exercée par le Syndicat Mixte du Haut Var (SMHV), pour les communes de Salernes et Sillans-la-Cascade.

Ainsi, la CAD s'est substituée à ces deux communes au sein du syndicat pour l'exercice de cette compétence sur leur territoire.

Il est donc proposé de procéder à l'élection de 2 membres titulaires et 2 membres suppléants pour siéger au SMHV.

La commune de Salernes propose Mme Fanelli et M. Mombazet et la commune de Sillans, M. Grimaldi et Monsieur Jean-Louis Dallari.

Toutefois, le syndicat mixte n'exerce cette mission PIDAF qu'à titre accessoire par rapport à sa compétence principale, qui est la collecte et le traitement des ordures ménagères. Par ailleurs, la CAD, qui n'intègre pas ce syndicat pour l'exercice d'autres compétences, peut en assurer l'exercice direct pour ces communes.

Il est donc proposé, dès à présent, que la CAD se retire du SMHV.

Conformément à l'article L5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, la CAD peut se retirer d'un syndicat mixte avec le consentement de ce dernier et en obtenant l'accord de la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes membres dudit syndicat.

Il est précisé que la CAD et le SMHV n'auront pas à statuer sur le devenir des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence, conformément à l'article L5211-25-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, puisque, en l'espèce, il n'y a pas de bien meuble et immeuble afférent à l'exercice de cette compétence.

En conséquence, il est demandé au Conseil communautaire de bien vouloir :

-Procéder à l'élection des représentants de la CAD au SMHV ;

Le Conseil communautaire, A L'UNANIMITE, élit Madame Fanelli et Monsieur Grimaldi, titulaires et Monsieur Mombazet et Monsieur Dallari, suppléants, pour représenter la CAD au SMHV.

Il est également demandé au Conseil communautaire, de bien vouloir :

-Approuver le retrait de la CAD du Syndicat Mixte du Haut Var ;

-Autoriser Monsieur le Président à solliciter le consentement du Syndicat Mixte du

Haut Var pour ce retrait par notification de la présente délibération ;

-Autoriser Monsieur le Président à signer tous documents afférents à la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide d'adopter ces dispositions de la délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 27 février 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président

1er Adjoint au Maire de Draguignan  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaudrait rejet.